



Manifestation d'opposants devant le Parlement européen, à Strasbourg, le 15 février. Les eurodéputés ont voté ce même jour à une large majorité en faveur du Ceta. C. FORMÉ-BÉCHERAT/AFP

Coup de stress après l'adoption du Ceta

Le Parlement européen a adopté le traité de libre-échange entre l'UE et le Canada, au grand dam des syndicats agricoles français, unanimement contre.

Réunis le 15 février en séance plénière à Strasbourg, les eurodéputés ont voté à une large majorité en faveur du Ceta (lire aussi notre chronique ci-contre). Ce tumultueux et controversé accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada a été soutenu principalement par les élus de droite, les libéraux et la plupart des socialistes. Les Verts, l'extrême gauche, l'extrême droite et certains socialistes ont voté contre. En pratique, dès le mois d'avril (1), ce traité devrait faciliter les échanges des biens et services, tout en réduisant de 99 % les droits de douane. Pour ses opposants, c'est une catastrophe : ils étaient 700 – selon la police – à manifester dans la ville le jour de la signature, dénonçant un accord « antidémocratique, trop favorable aux multinationales et dangereux pour l'agriculture européenne ». C'est aussi la hantise des syndicats agricoles français... **La FNSEA, qui enjoignait aux députés de ne pas signer, craint que les importations massives de viande ne portent un coup fatal aux éleveurs.** Tout en reconnaissant que « jamais un accord commercial n'aura été

aussi ambitieux et progressiste », et qu'il comporte un point positif : la protection de 161 indications géographiques, dont 42 appellations françaises.

ULTRALIBÉRALISME

Mais à la Coordination rurale, cette trouée vers l'ultralibéralisme est rejetée en bloc : « Les députés ont montré leur mépris vis-à-vis de la population qui se mobilise depuis des années contre ce traité. C'est un sombre présage pour la préparation des futures réformes de la Pac », déplore Bernard Lannes, son président. À la Confédération paysanne, c'est la consternation : approuver cet accord en pleine crise agricole est « le signe d'un mépris total pour les producteurs ». À l'encontre de leur combat pour une « production cohérente avec la demande, justement valorisée et rémunérée ». Les contingents d'importations vont multiplier l'offre et effondrer les prix à la production, alerte le syndicat. **S.B.**

(1) L'accord devrait s'appliquer de manière provisoire après le vote du Parlement canadien. L'entrée en vigueur sera définitive après la ratification par l'ensemble des Parlements nationaux et régionaux de l'UE, ce qui pourrait prendre quelques années.



EN COULISSES
À BRUXELLES

Par Luc Vernet



Ceta : le boeuf dans l'œil du cyclone

Alors que l'agenda européen est pratiquement suspendu pour cause d'élections multiples, l'accord entre l'Union européenne et le Canada (Ceta) va continuer de cristalliser passion et incompréhension, au fil de ses ratifications nationales.

L'incompréhension de nombreux responsables européens face à la puissance de la mobilisation « contre », principalement en France – et ce jusque dans les rangs libéraux : pourquoi donc une telle hostilité face à un accord jugé globalement positif, y compris pour l'agriculture ? **Même le Copa-Cogeca, principale organisation agricole européenne, s'est félicité de son approbation par le Parlement européen le 15 février dernier.**

L'incompréhension, aussi, de la filière française bovine, face à l'absence d'écoute et de considération des institutions européennes : pourquoi donc « vendre » le secteur bovin alors même qu'il est confronté à une crise sans précédent ?

D'un côté, la majorité politique au Parlement européen pour le Ceta est sans appel : 408 votes pour ; 254 vote contre. Y compris la députée européenne Mairead McGuinness, pourtant fervente défenseuse de l'agriculture, a voté en sa faveur. De

L'agenda commercial européen pour la filière viande bovine de qualité est suicidaire.

l'autre, les arguments de la filière viande française le sont tout autant. Ceta, Mercosur, Australie, Nouvelle-Zélande, sans parler des États-Unis :

l'agenda commercial européen

pour la filière viande bovine de qualité est suicidaire. De surcroît, aux centaines de milliers de tonnes d'importations supplémentaires de boeuf que ces négociations laissent présager, s'ajoute le Brexit.

Que deviendront les quelque 200 000 tonnes de viande bovine irlandaise exportées chaque année vers le Royaume-Uni ? Le marché britannique restera-t-il la chasse gardée des producteurs irlandais ou devront-ils venir encore davantage concurrencer leurs collègues sur le marché intérieur européen ?

Bref, à lui seul, le Ceta résume un des nombreux défis auxquels se trouve désormais confronté le projet européen : comment peser dans le monde et garder le cap de l'ouverture dans l'intérêt d'une majorité, tout en protégeant une minorité clairement perdante ? À n'en pas douter, la question sera posée au commissaire européen Phil Hogan lors de sa visite du Salon les 1^{er} et 2 mars.

Au-delà du Ceta, la Commission européenne est-elle en capacité de tracer un avenir à toutes les agricultures européennes, et en particulier aux plus fragiles ? Certes, la stratégie d'expansion laitière permet de créer croissance et emploi. Mais est-il possible de passer sous silence le choc annoncé pour les zones d'élevage allaitant, et de ne pas en tenir compte ? Il faudra plus qu'un simple plan de compensation. Si elle ne veut pas être, elle-même, dans l'œil du cyclone, l'Union européenne devra démontrer qu'elle peut avoir une stratégie et un plan solide de développement, et non de conservation pour ces territoires et cette filière.